LA

TROMPETTE

PATRIOTIQUE

OU

LES QUATRE-VINGT-TROIS DÉPARTEMENS

AUX PARISIENS.

PARISIENS, vous ne vous rappellez donc plus vos jours de triomphe ! Que dis-je ? vous ! victorieux ! ah ! vous faites bien voir par votre conduite actuelle, que si vous le fûtes un instant, c'est à la lâcheté de vos ennemis que vous dûtes le succès des coups que vous leur portâtes le 14 juillet 1789. L'événement vous a plus servi que votre courage. Osez-les attaquer maintenant qu'ils vous ont acheté, vendu, livré. C'en est fait, vous n'êtes plus Français. Prenez le nom que vous voudrez, mais vous n'aurez pas celui-là ; il n'appartient qu'à un peuple libre, et vous êtes esclaves. C'est vous, oui, c'est vous, Parisiens, qui avez laissé remettre la France aux fers. Les peuples qui composent les 83 départemens vous auront de grandes obligations, celle sur tout d'avoir donné, comme vous, dans tous les pièges qu'on vous a tendu, leur fera toujours regarder Paris comme le centre

de tous les crimes de lèze-nation. C'est à juste titre, qu'ils pourront dire : voilà le lieu où tous nos assassins ont dressé leurs embûches, où le Roi, d'accord avec ses infâmes ministres, ont reforgé les chaînes que nous avions brisé entre ses mains. N'en soyons pas surpris, c'est un Roi-Serrurier.

Quand on a fait une Bastille de la France entière, on peut aisément nous tenir sous la clef. Comment, Parisiens, vous justifierez-vous aux yeux de vos Frères-d'armes de provinces, quand ils vous diront : quoi ! l'Assemblée *commandataire* (car, dire l'Assemblée nationale, ce seroit se moquer d'elle ; il faut l'appeller *Conseil-privé du Roi.*) Le Conseil-privé du Roi, vous diront-ils, travailloit sous vos yeux, discutoit sous vos yeux, décrétoit sous vos yeux, et vous n'avez rien compris à son langage ! Quelle bonhommie ! Il faut avouer que vous êtes d'une bonne pâte. Enfournez-moi cela, ont-ils ordonné ? Et sur-le-champ, *Bailly* et la *Fayette*, premiers mitrons du royaume, vous posoient sur la pêle ; ils vous jettoient dans le four, sans que vous vous doutassiez seulement de l'usage auquel on vous destinoit. Le Roi, la Reine et toute la Cour vouloient vous manger, et ils vous mangent chaque jour ; ils avaleroient même la France entière, qu'ils n'auroient pas une indigestion. Mais cessons l'allégorie, et parlons plus clairement.

Nous sommes des provinciaux ; mais on ne nous a pas bernés comme vous. Nous n'avons pas adopté le décret sur le marc d'argent, la loi martiale, le *veto* suspensif de Louis XVI, son

droit de paix et de guerre, sa nomination aux emplois militaires de tous grades, et la clef du trésor national, que nos infidèles mandataires ont remis entre ses mains. Nous n'avons pas approuvé l'influence qu'il a sur tous les corps administratifs, ni celle qu'il peut avoir dans le sanctuaire de la justice, au moyen de ses Commissaires royaux ; c'est aussi contre notre vœu, qu'il a été déclaré Chef suppême de l'armée. Les troupes sont payées par la nation ; elles doivent appartenir à la nation ; c'est à la nation à les employer contre ses ennemis, contre le Roi lui-même, s'il étoit assez inconséquent de déployer contre nous l'autorité qu'il nous a usurpé. Comment, Parisiens, ne voyez-vous pas que la force n'est plus entre vos mains! Le Monarque est cent fois plus puissant que jamais il ne l'a été. Notre Constitution est flambée et devient nulle, comme si elle n'avoit jamais existé. A l'aide de tous ces affreux décrets, on vous suscitera toutes les querelles intestines qu'on voudra, pour vous faire desirer l'ancien ordre de choses. Déjà vous en voyez la preuve. Les résulsats en ont été terribles. Le Conseil-privé du Roi séant au manège des Tuileries, qui s'est rendu indépendant de vos volontés, a cru qu'en faisant cause commune avec la Cour, il trouveroit dans la force armée qu'il lui a donné, tous les secours dont il auroit besoin pour travailler plus sûrement à votre ruine. Vous deviez vous attendre à tout ce qui vous arrive aujourd'hui. Trois bêtes féroces réunies dans un même lieu, pour se partager tous les avantages d'une grande nation, ne pouvoient point s'accorder ensem-

ble, à moins de vous placer continuellement sous leurs dents carnivores. Le Clergé, la Noblesse et les représentans du peuple ont dit : c'est nous qui sommes souverains ; faisons des loix ; mais faisons-les de manière que nous puissions à l'avenir, exercer tranquillement, sous d'autres dénominations, les places qui servent à alimenter notre cupidité ; nous pourrons, comme entre deux étaux, serrer le peuple et le façonner au joug que nous voulons lui imposer. Premièrement, réduisons la capitale, le reste viendra ensuite. Mais comment faire ? Les Parisiens sont unis ! Hé bien ! divisons-les, brouillons les cartes. Les soixantes Districts nous présentent une masse imposante de fraternité. Les lumières y sont trop généralement connues ; répandons-y vîte l'obscurité, semons-y la discorde : un décret qui les convertira en 48 Sections, et qui offrira à chacune d'elles de nouveaux visages, introduira la zizanie, les intrigans aux prises avec les bons patriotes, forceront ceux-ci à rester chez-eux, et les nominations se feront entre gens de notre étoffe qui nous serviront à perpétuer l'esclavage sous une forme qu'on n'appercevra pas d'abord, parce que nous aurons soin de ne rien ordonner que le mot de liberté ne soit à la tête de nos actes publics. Dès que les tribunaux seront organisés, que le Maire sera réélu, que la Municipalité ne sera plus provisoire, que tous les membres qui composent la force publique seront revêtus de toutes les marques distinctives, et que nous leur aurons donné des pouvoirs sans bornes ; dès que tout cela sera fait, nous dirons aux 48 Sections,

restez tranquilles. Vous n'êtes point des corps délibérans, tout ce que nous pouvons vous accorder, c'est le droit de pétition, encore ne pourrez-vous l'exercer que sous le bon plaisir de la Municipalité, qui jugera s'il y a lieu à vous entendre ; défendu à vous de rien tenter qui blesse l'orgueil des magistrats que vous aurez nommé. Quand on s'est donné des juges, on est dispensé du soin de les surveiller. Vous le permettre, ce seroit vous autoriser à remonter jusqu'à nous, et nous ne serions jamais certains de faire tout le mal que nous nous proposons contre l'aveugle multitude, de cette multitude effrénée qui ose se permettre de s'assembler et de se constituer en autant de clubs qu'il y a de familles dans la capitale. Mais voyez donc comme tous ces gens-là pensent. Il n'est pas jusqu'à la société des indigens qui ne s'en mêle. Il y a des gens d'esprit par-tout. C'est affreux. Allons, allons, il faut dissoudre toutes ces sociétés. Tant que nous les laisserons exister, nous serons toujours contrariés dans nos opérations.

Citoyens reprenez vos droits, et vous Sections, qui étiez tout au 14 juillet, vous qui avez manifesté continuellement des opinions sages et religieuses, vous dont on craint encore l'énergie, vous qui êtes le peuple et par conséquent le souverain, ne souffrez pas que l'assemblée nationale qui ne veut plus appartenir à la nation et qui fait bande à part, trahisse votre confiance. Dites que vous voulez la permanence de vos députés à la commune, que rigides observateurs de la municipalité et des corps administratifs ; vous voulez que chaque jour ils vous rendent compte de toutes

les affaires dont vous les avez chargés ; dites qu'au moindre abus d'autorité ou d'infidélité des deniers publics, vous ordonnez la destitution de tous les membres prévaricateurs ; qu'il sera procédé dans chaque Section à la réélection de ceux que vous aurez jugés coupables sur le rapport de vos commissaires. Enfin souvenez-vous que celui qui a le droit de mettre un homme en place, emporte avec lui celui de le chasser quand il manque essentiellement à son maître. Délibérez, faites des arrêtés, communiquez vos pensées, coalisez vous, unissez-vous, où il n'y a pas d'union, il n'y a pas de force ! Rendez-vous redoutables aux despotes. Un royaume entier qui veille à sa sûreté, qui scrute continuellement ses mandataires, s'assure de sa liberté. Vous n'êtes point libres, parce que vous n'avez point voulu l'être, qu'à chaque vexation, qu'à chaque trait lancé contre vous, vous avez présenté le flanc pour le recevoir.

O mes chers concitoyens, je gémis, je pleure sur le sort de ma patrie. Nous connoissons d'où viennent tous nos maux et nous n'y portons pas remède. Les Sections de la capitale qui pouvoient donner l'essort à toutes les provinces, en les avertissant des trames de nos ennemis, ont resté dans une inertie profonde ; la garde nationale qui auroit pu y puiser l'amour de la liberté et ses devoirs de citoyen, a formé sur le champ une autre classe d'hommes ; et des chefs ambitieux ont profité de cette désunion pour se les attacher comme des hommes devoués à l'exécution de leurs ordres arbitraires. Quel malheur pour la liberté, et

comment n'ont-ils pas apperçu qu'on vouloit la leur faire étouffer. Est-il possible, mes frères, que des pièges aussi grossièrement tendus, n'ayent pas été brisés de la main même de ceux qui s'y sont laissés prendre. Comment n'a-t-on pas vu que la cour avoit fait désarmer à l'exemple de Cromwel, les neuf dixièmes de la nation pour que l'autre dixième tienne les autres en respect, sous la dépendance des anciens despotes. Pouvez-vous bouger maintenant ? Pouvez-vous reclamer hardiment vos droits ! ne vous a-t-on pas interdit successivement la faculté de vous montrer dignes de la liberté. On a fait trembler les amis de la Constitution, on a tyrannisé le club des Cordeliers, on a puni, châtié, dans toutes les Sections et dans tous les Bataillons, les hommes qui ont eu assez de fermetté pour démasquer les traîtres. Les prisons regorgent de patriotes. A l'instant où je parle, on travaille pour la trentième fois, à anéantir la liberté de la Presse ; les droits de l'homme sont méprisés, méconnus, et chaque individu se demande : où suis-je ? que fais-je ? et que vais-je devenir ? Alternative cruelle, position plus douloureuse que le désespoir. Aux armes, Sections ! et vous, Gardes nationales, qui n'auriez jamais dû vous en écarter, en qui le titre de citoyen est inséparable de vos sublimes fonctions ; vous, les soldats de la patrie, faites-voir à la nation entière, qu'on vous a colomniés, quand on a dit, suivant les apparences, que vous étiez les soldats de la Fayette. Rentrez, mes amis, dans vos Sections, vous y trouverez ces tribuns du peuple, qui parlent le langage de la vérité ;

vous y trouverez ces hommes, fiers de l'indépendance, qu'on vous a peints comme des factieux et des rebelles, ces hommes qui sont autant de Rois sur leurs trônes, et qui, certains de leur grandeur, veulent partager leur souveraineté avec vous. Venez, ils vous apprendront à régner par la justice, à respecter les talens et les vertus, et à en décerner le prix à ceux qui les auront développés devant vous. Venez, dis-je, venez déposer parmi nous, les chaînes de l'esclavage dont on vous a garotés vous-mêmes. Le premier usage que vous ferez de votre liberté, ce sera de les fouler aux pieds. Et nous, pour achever notre conquête, nous prendrons chacun un anneau, nous le passerons au cou de nos tyrans, et nous leur attacherons un écriteau, portant ce mots: *Le peuple doit sa félicité à la découverte de ses conspirateurs. Qu'il vienne encore un monstre, et la Frauce est sauvée!*

Par M. LABENETTE, de l'Académie de Bretagne, et de plusieurs Sociétés patriotiques.

A PARIS, de l'Imprimerie Patriotique, cour du Commerce.